

des Associations Citoyennes

Refuser la marchandisation, prendre en compte le rôle fondamental des associations dans la société

Les propositions du Collectif des Associations Citoyennes pour une véritable politique associative

Bonjour,

En s'appuyant sur les échanges et les débats menés depuis un an au sein du collectif des associations citoyennes, des propositions pour une nouvelle politique associative ont été rédigées et ont été envoyées aux candidats aux présidentielles, en leur demandant de se prononcer et de les prendre en compte.

Ces propositions reposent sur 4 idées-forces :

- **les associations sont doublement frappées par les plans de rigueur successifs** (les adhérents ont de moins en moins les moyens de cotiser et de participer au financement des actions, les interventions publiques connaissent une nouvelle régression) alors que le choix de la récession (le véritable nom de la rigueur) répond contre toute logique aux exigences absurdes des entreprises financières dominantes, lesquelles ne visent qu'à sauvegarder leurs profits à court terme. Cela est inacceptable et nous conduit droit dans le mur.

- **les associations jouent un rôle fondamental dans la société** de plusieurs manières : la liberté de s'associer est un droit fondamental qui constitue l'un des piliers de notre vie démocratique, les associations constituent un cadre collectif d'action, de confiance et d'éducation citoyenne pour 14 millions de bénévoles, elle constitue également l'essentiel de l'économie sociale et solidaire.

- **cependant, les actions associatives sont mises en cause depuis 10 ans** par toute une série de politiques nationales et européennes qui leur font connaître le sort qu'ont connu des services publics au cours des dernières années : une remise en cause pure et simple au profit de logiques marchandes.

- **face à cette situation, six séries de propositions sont formulées pour proposer la mise en place d'une politique associative digne de ce nom :**

- 1 [Peser sur la réglementation européenne, en cours de négociation, pour sortir de la concurrence les actions associatives porteuses d'intérêt général.](#)
- 2 [Mettre en œuvre une autre RGPP \(révision générale des politiques publiques\).](#)
- 3 [Abroger la réforme des collectivités territoriales.](#)
- 4 [Créer de nouvelles modalités de financement pour les actions porteuses d'intérêt général, afin de les sécuriser dans la durée.](#)
- 5 [Définir par la loi l'économie sociale et solidaire afin de sécuriser les actions économiques tournées vers l'intérêt général et non commerciales.](#)
- 6 [Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités, confrontées aux mêmes enjeux de survie des territoires, en développant des actions partenariales dans la complémentarité et la reconnaissance réciproque du rôle de chacun.](#)

Chacune des ces propositions fait ensuite l'objet d'une fiche détaillée. Vous trouverez ce dossier sur le site www.associations-citoyennes.net et à l'adresse internet suivante : [Une véritable politique associative est nécessaire.](#)

Ces propositions sont également destinées à alimenter le débat. Elles ont vocation à constituer la base d'une plate-forme commune des associations et des collectivités citoyennes pour construire de nouvelles relations entre associations et collectivités. Nous sommes en effet confrontés à des enjeux

communs très importants sur les territoires avec l'aggravation de la crise, et c'est ensemble que nous pourrions y répondre.

Il serait souhaitable qu'elles soient relayées dès aujourd'hui par un maximum de membres ou sympathisants du collectif auprès des candidats aux législatives et des élus locaux et qu'elles fassent l'objet de débats et d'approfondissement au niveau local.

Dés janvier 2012, elles seront soutenues par un nouvel Appel « Propositions pour une nouvelle politique associative » lancé par le Collectif des Associations Citoyennes.

Celui-ci réunira pour en débattre :

Le samedi 14 janvier 2012

De 9h30 à 17h00 – dans les locaux du CNLRQ

54 Avenue Philippe Auguste – 75011 PARIS

(Information / inscription auprès d'Olivier NOEL - olivier@associations-citoyennes.net)

Vous pouvez déjà retenir la date de ce rendez-vous dont l'objectif sera d'élaborer des propositions d'actions pour une mobilisation du monde associatif au niveau national mais également dans chaque région et sur chaque territoire.

En effet, ce n'est qu'ensemble que nous pourrions interpeller des élus démocratiques et exiger enfin de ces derniers la mise en œuvre d'une véritable politique prenant en compte le rôle fondamental des associations dans la société.